



LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

Philippe Meyer

ISSN 2608-984X

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°443 (22 FÉVRIER 2026)

TRUMP POST-MUNICH ET DÉCLASSEMENT FRANÇAIS

APRÈS MUNICH, PEUT-ON DIRE QUE LA DOCTRINE INTERNATIONALE DE TRUMP A CHANGÉ ?

Introduction

Philippe Meyer :

Du 13 au 15 février, le gotha des chefs d'État, généraux et chefs des services de renseignement s'est retrouvé lors de la 62ème conférence de Munich sur la sécurité qui se tient tous les ans dans la ville allemande au mois de février. Un an après le discours agressif vis-à-vis de l'Europe du vice-président J.D. Vance, les États-Unis ont envoyé à Munich des figures jugées plus modérées : le secrétaire d'État Marco Rubio et le sous-secrétaire à la Défense Eldridge Colby.

Récemment, en présentant sa nouvelle Stratégie de sécurité nationale, le président américain s'était livré à une attaque en règle contre les Européens, menacés selon lui d'un « *effacement civilisationnel* ».

Dans la première partie de son discours, prononcé le 14 février, Marco Rubio a d'abord « *rassuré* », en affirmant la permanence d'un lien transatlantique façonné par l'histoire et l'héritage culturel. Le chef de la diplomatie américaine a préféré citer la bière allemande, Beethoven et les Beatles plutôt que les Lumières, mais il a dit ce que cette assemblée voulait entendre : « *la fin de l'ère transatlantique n'est ni notre but ni notre souhait. Nous serons toujours des enfants de l'Europe.* »

Puis, dans une seconde partie Marco Rubio a repris les thèmes de l'idéologie MAGA (« *Make America Great Again* »). Tout en prônant la revitalisation du lien avec une Europe « *forte* », le secrétaire d'État américain n'a pas changé de cap sur la menace qui, selon son administration, plane sur l'Occident. Les États-Unis sont « *prêts, si nécessaire, à agir seuls* », mais « *nous préférons et espérons agir*

avec vous, nos amis ici en Europe », a-t-il assuré. Reflet de l'idéologie MAGA, Marco Rubio a énuméré les maux qui selon Washington accablent l'Europe : l'« *immigration de masse* » qui « *déstabilise les sociétés* », la « *désindustrialisation* », le développement intempestif de « *l'État providence* » et le « *culte du climat* ». Il a invité les Européens à s'associer aux efforts de M. Trump de redressement de « *la civilisation occidentale* » et prononcé un éloge marqué de la chrétienté. Par ailleurs, le responsable américain a réitéré la position de l'administration Trump selon laquelle l'ONU n'a joué « *pratiquement aucun rôle* » dans la résolution des conflits et a appelé à une réforme des institutions mondiales.

Pour la presse allemande et française, le message de Marco Rubio ne différait pas tellement de celui du vice-président J.D. Vance. Si le ton était plus courtois, le fond du discours des responsables américains en revanche n'a guère changé. D'ailleurs, après Munich, Marco Rubio est allé soutenir des partenaires plus réceptifs à l'idéologie MAGA et plus rétifs aux valeurs européennes, en Slovaquie puis en Hongrie.

Nicole Gnesotto :

Les Munich se suivent et se ressemblent dans l'aveuglement des Européens. En apparence, la conférence de 2026 était plus sympathique, plus atlantiste, plus agréable que celle de l'an dernier, marquée par les larmes de Christoph Heusgen, alors président de la conférence, sur la mort de l'Occident telle qu'il la ressentait. L'an dernier, J.D. Vance accusait brutalement les Européens de censure, de désindustrialisation, d'ouverture à l'immigration incontrôlée. Cette année, Marco Rubio a fait les yeux doux. Il a même été encensé par une ovation debout, dans un soulagement européen assez lâche, ce qui est extraordinaire quand on lit le détail de son discours. Qu'en conclure ?

D'abord, il n'y a pas de changement de stratégie américaine. Il y a un changement de méthode, qui pourra encore évoluer : au lieu de la menace, la séduction ; au lieu de la critique, la cooptation ; au lieu de l'unilatéralisme, la proposition d'un partenariat occidental. Il a constamment invoqué la civilisation occidentale, mais une civilisation fondée sur le contraire des valeurs occidentales : fermeture des frontières, religion, primauté des intérêts et supériorité civilisationnelle de l'Occident. L'ovation debout surprend. Comment l'expliquer ? Pour la plupart de nos partenaires européens, l'identité atlantique est plus forte que l'identité européenne. Elle est même consubstantielle à l'identité européenne. Imaginer une Europe sans l'Amérique leur est impensable. Le soulagement provoqué par Marco Rubio jouant le « *good cop* », après un J.D. Vance en « *bad cop* », s'explique ainsi. Il existe une dimension philosophiquement et psychologiquement atlantique dans l'identité européenne, et nous, Français, ne pouvons pas revendiquer la souveraineté européenne sans intégrer cet élément.

Deuxième explication : les Européens ont aujourd'hui davantage peur de la Russie que du fascisme. Ils ont découplé la défense des territoires de la défense des démocraties, alors que c'était le cœur de l'alliance atlantique durant la Guerre froide. Le préambule du traité de l'OTAN le rappelle : défendre les territoires de l'Atlantique Nord et le système démocratique, les droits de l'homme, la liberté. Aujourd'hui, ces deux dimensions sont dissociées. On ne pense plus qu'à la défense des territoires, d'où la valorisation de l'OTAN malgré les contradictions de l'administration américaine. Si je caricature, l'OTAN est devenue une alliance militaire dirigée par un préfasciste américain pour nous protéger d'un fascisme russe, tout en attaquant nos valeurs démocratiques à l'intérieur même de l'Alliance. Comment faire confiance à cela ? Les Européens maintiennent pourtant cette contradiction parce que ce qui leur fait peur, c'est la Russie, non la remise en cause de la démocratie représentative.

C'est très grave : la peur de l'agression militaire l'emporte sur l'amour de la démocratie. Cela me rappelle la bataille des euromissiles entre 1983 et 1986, quand certains disaient « *plutôt rouge que mort* », et que Mitterrand avait répondu « *ni rouge ni mort* ». Aujourd'hui, le slogan devrait être : « *ni Trump, ni Poutine, Europe !* » Les Français ont été bien seuls à le formuler.

Dernier point, essentiel : la stratégie américaine vise à transformer l'OTAN en réservoir de piétailles européennes. Il s'agit d'abord de conserver l'Alliance, puis de réduire drastiquement la présence conventionnelle américaine, en passant de 60.000 ou 80.000 hommes à quelques milliers, afin de transférer la charge de la défense conventionnelle sur les Européens. Les États-Unis garderaient la dissuasion nucléaire en dernier recours, au cas où Washington serait menacé. Pendant la Guerre froide, notre crainte était le découplage entre l'Europe et l'Amérique. Aujourd'hui, le risque est le découplage entre la séquence conventionnelle et la séquence nucléaire. C'est la porte ouverte à des guerres conventionnelles en Europe. D'où le rôle majeur de la dissuasion nucléaire française et celui de la France pour empêcher ce découplage qui pourrait

autoriser de nouveau une grande guerre conventionnelle sur notre continent.

Matthias Fekl :

Dans *Le Complot contre l'Amérique*, Philip Roth imagine qu'en 1940 Roosevelt n'est pas réélu et que Lindbergh, aviateur exceptionnel et homme politique ouvertement pro-nazi, arrive au pouvoir. Toutes choses égales par ailleurs, cette Amérique-là est aujourd'hui au pouvoir. Non pas pro-nazie, évidemment, la comparaison serait absurde, mais dans les effets que Roth décrit sur la société américaine et sur l'ordre international, il y a beaucoup d'éléments éclairants. Il existe une grande cohérence dans l'action internationale de l'administration Trump II. La séquence commence avec le *Project 2025*, inspiré par les think tanks ultraconservateurs les plus influents. Elle se poursuit avec le discours du vice-président à Munich l'an dernier, puis avec la stratégie nationale de sécurité publiée en fin d'année, qui affirme déjà qu'un des problèmes pour la sécurité américaine est l'Europe telle qu'elle existe aujourd'hui. Quatrième étape : la sortie stupéfiante du président Trump sur le Groenland, avec la volonté d'annexer ou de racheter le territoire d'un pays allié et ami, loyal à l'égard des États-Unis, donc d'annexer un territoire européen. Et la séquence se prolonge à Munich cette année : ton conciliant, réaffirmation du lien transatlantique, éloge de la culture européenne, mais au fond une proposition de soumission de l'Europe au projet américain, au moment même où nous n'avons jamais été aussi éloignés des États-Unis sur des fondamentaux.

Il suffit de regarder des sujets aussi essentiels que le rapport à la science, à la démocratie, la conception de la liberté d'expression ou encore la place des élites face à une dérive oligarchique du pouvoir. La brèche transatlantique est profonde. Elle vient de loin, les États-Unis s'éloignent de l'Europe depuis longtemps, mais elle est aujourd'hui formulée avec une brutalité et une continuité remarquables. L'ordre post-1945 tel que nous l'avons connu, avec un lien transatlantique fort, le combat commun pendant la guerre froide et la construction

progressive d'un monde fondé sur des règles, est terminé. Il n'y a qu'un point sur lequel on peut s'accorder avec le secrétaire d'État américain : les Européens doivent davantage assurer leur propre défense, budgétairement mais aussi philosophiquement et politiquement. Il leur faut s'affirmer et, au lieu d'applaudir quelqu'un qui ne nous veut pas du bien, se prendre en main pour rester eux-mêmes.

Antoine Foucher :

Pour savoir s'il s'agit d'une rupture, examinons les choses du point de vue des intérêts et des valeurs. Les intérêts américains et européens ont-ils divergé ou convergé par rapport à l'an dernier ? Même question pour les valeurs.

Sur les intérêts, sauf événement international majeur reconfigurant la donne, il n'y a pas de raison que cela change d'une année sur l'autre. Et cela n'a pas changé. L'intérêt stratégique américain est de pivoter vers l'Asie. Cela ne date pas de Trump : Obama l'avait déjà formulé. Que le président soit démocrate ou républicain, l'intérêt national américain est d'investir davantage en Asie, économiquement et militairement, plutôt qu'en Europe. L'Europe n'est plus un centre du monde en matière d'innovation, de démographie ou d'économie. Les États-Unis n'ont donc plus intérêt à maintenir le même lien de protection qu'au cours des soixante-dix dernières années.

Sur les valeurs, nous sommes aussi divisés qu'eux. Le clivage entre démocrates et républicains se retrouve en Europe : d'un côté, une vision d'un Occident chrétien, blanc, menacé par l'immigration et en décadence ; de l'autre, une vision plus ouverte, héritée des Lumières, où l'identité est toujours en transformation.

Aucun pays n'a la même identité qu'il y a cent, deux cents ou trois cents ans. La France était encore, il y a un peu plus de deux siècles, la première monarchie d'Europe. Les identités évoluent.

La vraie question, que les partisans des Lumières peinent à traiter, est celle du bon degré et de la bonne vitesse de transformation. Trop rapide, elle déstabilise

et conduit au chaos, alimentant une vision fixiste de l'identité. Ce débat existe aux États-Unis comme en Europe. De ce point de vue, la question des valeurs est indécidable : il peut y avoir reconvergence si les partisans de MAGA l'emportent des deux côtés de l'Atlantique, comme il peut y en avoir si ce sont les héritiers des Lumières.

Reste notre alternative, en Europe : la soumission ou la liberté. Lorsqu'on se lève pour applaudir Rubio, qui dit la même chose que Vance mais plus poliment, il y a une forme de servitude volontaire. En même temps, on peut comprendre cette attitude comme le symptôme d'un enfermement psychologique dans notre dépendance aux États-Unis. Nous partageons entre Européens mille à deux mille ans d'histoire, mais nous n'avons pas assez confiance entre nous pour assurer seuls notre sécurité. Comme si un Allemand ou un Polonais avait plus confiance en un Américain qu'en un Français.

Il existe toutefois une autre hypothèse. À Munich, ceux qui se lèvent sont d'abord les Allemands. Alors que la veille, Merz affirme vouloir construire la première armée conventionnelle d'Europe. Peut-être les Allemands ont-ils compris que les Américains sont en train de nous lâcher. Il faudrait alors jouer la comédie, laisser croire que nous avons encore besoin d'eux, afin de construire discrètement notre autonomie sans les provoquer. Le jour venu, dans dix ou quinze ans, lorsque cette autonomie stratégique sera reconstruite, nous pourrions nous passer d'eux. C'est une hypothèse audacieuse : elle supposerait que les luthériens sont devenus des jésuites.

Jean-Louis Bourlanges :

Ce à quoi nous assistons depuis quelques semaines est impressionnant : le déploiement américain dans le monde, la conférence de Munich avec le discours ambigu de M. Rubio, et l'attitude allemande, qui n'appelle pas, à mes yeux, un commentaire aussi optimiste que celui d'Antoine. Tout tient en trois mots : *confirmation, transformation, domination*.

Confirmation : il s'agit d'un changement de forme bienvenu, après les claques de l'an dernier qui avaient créé un traumatisme. Rubio se montre plus poli et affirme une solidarité matricielle avec les Européens, enfants du christianisme. On pourrait dire que les Européens sont issus des révolutions libérales américaine et française, tandis que les Américains actuels restent fidèles à un Occident d'Ancien Régime, autoritaire et clérical. En tout cas, ce rappel des sources communes ne débouche sur aucune solidarité réelle, ni sur le plan des valeurs (État-providence, État de droit, démocratie libérale, libertés fondamentales) ni sur le plan stratégique. Le discours reste celui du maintien de la soumission européenne : nous sommes admis au rang de vassaux.

Cela renvoie à l'ambiguïté constitutive du lien transatlantique. McNamara avait théorisé le *twin pillar concept* pour dissuader les Français de développer leur dissuasion : un pilier européen, un pilier américain. En réalité, il n'y a jamais eu deux piliers distincts, mais une imbrication profonde. Richard Holbrooke l'a exprimé dans « *America as a European power* » : l'engagement américain était au cœur du système européen, garantissant la sécurité face à l'URSS mais aussi l'équilibre psychologique entre Européens qui se méfiaient les uns des autres. L'OTAN reposait sur l'automaticité implicite de l'article 5, claire depuis Truman. Aujourd'hui, les Américains maintiennent l'OTAN mais entretiennent l'ambiguïté sur cette automaticité.

Transformation : il y a une évolution de la diplomatie trumpienne. Nicole a raison de souligner la rupture entre le lien géopolitique et le lien idéologique. Nous revenons à une logique proche de l'ère bismarckienne : des rapports de pur équilibre, où Trump substitue l'appétit financier à l'ambition géopolitique.

L'Alliance n'est plus portée par des valeurs communes. C'est un affaiblissement majeur par rapport à la période inaugurée par Truman. Se pose aussi la question d'une rétraction sur l'hémisphère occidental : Venezuela, Cuba, tentation d'annexion du Canada, prise en main du Groenland. Les Français ont d'ailleurs du souci à se faire, car la Guyane est riche de ressources que nous n'exploitons

pas. Mais cette logique ne se limite pas à l'hémisphère occidental : il y a volonté de dominer l'Europe, confrontation avec la Chine, tentative de jouer la Russie contre l'Ukraine sans succès, relation compliquée avec l'Inde alors que son détachement de la Chine serait stratégique. Nous sommes dans l'incertitude.

Domination : la réaction européenne est préoccupante. La *standing ovation* a été lancée par les dirigeants allemands, dont Pistorius, pourtant réputé proche de la France. Merz a exprimé à haute voix la distance nouvelle entre les États-Unis et l'Europe. On y a vu une volonté d'autonomie comparable à celle du président Macron. Personnellement, j'y vois surtout un désarroi et le désir de reconstituer l'identité transatlantique au cœur du pacte allemand. L'humiliation acceptée par l'Allemagne, illustrée par l'achat d'avions de combat américains plutôt qu'européens, s'accompagne d'une prise de distance vis-à-vis de la France. Nous traversons un moment difficile franco-allemand. Lorsque Berlin annonce vouloir disposer de la première armée d'Europe occidentale, la formule n'est pas neutre : les deux autres armées concernées sont la Pologne et la France. C'est un air connu.

DÉCLASSEMENT ÉCONOMIQUE FRANÇAIS : RÉALITÉS, PERCEPTIONS, PERSPECTIVES

Introduction

Philippe Meyer :

Pour la troisième année consécutive, selon l'Insee, le PIB par habitant de la France se situe en dessous de la moyenne de l'Union européenne, consacrant un déclin économique progressif mais désormais tangible. La France se situe au 34^{ème} rang mondial et est désormais inférieure de 7 % à la moyenne européenne. Elle est notamment en retrait de 25 % par rapport à celle du Danemark, de 20 % par rapport à celle de la Suède, de 15 % par rapport à celle de l'Allemagne, de 0,5 % par rapport à celle de l'Italie. Par ailleurs, l'écart favorable vis-à-vis de la Pologne a été réduit de 60 % à 20 % depuis 2000. En clair, le niveau de vie des Français est inférieur à celui des Irlandais, des Allemands, des Belges et à peine supérieur à celui des Italiens, des Tchèques ou des Slovaques.

Des données qui corroborent le dernier sondage Ipsos-BVA sur les « Fractures françaises » publié en octobre dans lequel 90 % des personnes interrogées ont le sentiment que le pays est en déclin, 32 % estimant même que celui-ci est irréversible. Dans le sondage Odoxa pour *Challenges*-Agipi-BFM Business du 8 janvier, 82 % des Français se montrent « *défiants* » sur la situation économique du pays. Avec de tels résultats, « *la peur du déclin atteint un niveau record* », note Odoxa. 6 Français sur 10 estiment que leur situation sociale est pire que celles de leurs parents et 70% des 1.005 sondés parient que leurs enfants vivront moins bien qu'eux. C'est 3 points de plus qu'il y a un an et 22 de

plus qu'il y a 30 ans. Ces résultats rejoignent les dernières enquêtes de conjoncture de l'Insee, selon lesquelles 64 % des Français ont une vue négative de l'avenir économique du pays. Il y a quelques années, ils n'étaient « que » 38 %. Cependant, l'enquête de l'Insee révélait mi-décembre que 74 % de ces sondés jugent que leur situation personnelle s'améliorera ou se stabilisera. Un niveau qui n'a pas changé au fil des ans.

Dans un document publié le 6 janvier, les économistes de BNP Paribas estiment que le PIB pourrait progresser de 1,1 % sur l'année 2026. Sur le plan intérieur, la faiblesse de l'inflation pourrait soutenir le pouvoir d'achat et la consommation.

« *Une croissance résiliente mais pas suffisante* », juge le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau. Notre taux de chômage reste plus élevé que celui atteint en moyenne dans l'Union européenne (6 %), avec des taux d'emploi préoccupants pour les jeunes et les seniors. L'emploi devrait progresser très faiblement, et le chômage remonter à 7,8 % à la mi-2026. Cette année encore, la grande incertitude concerne le comportement des ménages. S'il n'y a pas un redémarrage de la consommation, qui représente plus de la moitié du PIB, il sera difficile de trouver une dynamique. Pour l'heure, les ménages n'ont toujours pas puisé dans leur épargne qui se maintient à un niveau historiquement élevé (18,4 % du revenu disponible au troisième trimestre 2025).

Antoine Foucher :

Trois choses. D'abord, si l'on prend du recul sur un demi-siècle, le déclassement de la France est réel, pénible, mais lent et constant. En 1975, nous avions le même niveau de vie que l'Allemagne de l'Ouest. En 2000, l'Allemagne avait 6 % d'avance ; aujourd'hui, malgré la réunification, l'écart est de 12 à 15 %. Le Royaume-Uni était derrière nous en 1975, encore légèrement en 2000 ; et malgré le Brexit, aujourd'hui il a désormais un PIB par habitant équivalent au nôtre.

Quant aux pays d'Europe centrale, la convergence est logique : l'écart avec la Pologne est passé de 60 % en 2000 à 20 % aujourd'hui. À ce rythme, un Polonais et un Français pourraient avoir le même niveau de vie à la fin du prochain quinquennat. Bonne nouvelle pour les Polonais. Au-delà de la convergence européenne, il existe toutefois une spécificité française : nous sommes rattrapés plus vite que d'autres, et ceux qui étaient à notre niveau il y a vingt-cinq ou cinquante ans nous dépassent désormais.

Deuxième point : les causes vont dans le même sens. Éducation, travail, industrie. Sur l'éducation, nous reculons relativement. En 1999, lors de la première enquête PISA, nous étions proches du top 10 ; nous sommes aujourd'hui autour de la 25ème place, et 44ème en mathématiques dans les classements TIMSS. Les autres progressent plus vite que nous. Comme pour le PIB par habitant, aucun indicateur n'est parfait, mais PISA reste un thermomètre robuste. Sur le travail, nous ne travaillons pas moins dans l'année que les autres Européens. Les Français qui travaillent travaillent autant, voire davantage, que les Allemands, les Danois, les Irlandais ou les Suédois, dont le niveau de vie est supérieur. En revanche, sur l'ensemble de la vie active, nous partons environ trois ans plus tôt à la retraite que les autres. Et nous ne compensons plus par la productivité. Nous avons connu la désindustrialisation la plus marquée d'Europe.

Longtemps parmi les cinq à dix premiers en productivité, nous sommes désormais quatorzièmes ou quinzièmes. Moins bien formés, travaillant moins longtemps, et plus suffisamment productifs : le déclassement mesuré s'explique ainsi.

Dernier point : les sondages confirment ce diagnostic. Les chiffres officiels et le ressenti convergent. Les Français perçoivent le déclin et redoutent que leurs enfants vivent moins bien qu'eux. Faut-il partager ce diagnostic pour susciter l'énergie du redressement, ou le taire, comme on disait qu'il ne fallait pas « *désespérer Billancourt ?* » Je considère qu'un bon diagnostic dit la vérité pour permettre le bon traitement. Ce qui désespère, ce n'est pas la réalité du déclin, que chacun constate, c'est le déni d'une partie des élites malgré les chiffres. C'est cela qui empêche l'union nationale du redressement.

Nicole Gnesotto :

Je veux relativiser, non le constat — une majorité de Français redoute la paupérisation de ses enfants, ce qui nourrit le populisme — mais les *causes* du déclassement.

Premièrement, le PIB par habitant est un indicateur relatif et parfois trompeur. L'Irlande, quatorzième économie européenne en PIB total, est deuxième en PIB par habitant. Or cette performance tient à la présence des GAFA, quasiment pas imposés. Certaines années, la croissance irlandaise atteint 25 %, au point que la BCE publie désormais des données avec et sans l'Irlande tant ces chiffres sont biaisés. Le Luxembourg et les Pays-Bas affichent aussi des PIB par habitant très élevés : l'enquête OpenLux de 2021 les qualifiait de « havres fiscaux ». Leur richesse repose en partie sur une optimisation fiscale légale qui fausse la mesure de la production réelle. Quant à la Pologne, elle a bénéficié de transferts massifs des fonds structurels européens : environ 170 milliards d'euros en vingt ans, soit 2 200 € par personne et par an, et encore 5 % de son PIB en 2024 au titre du plan *Next Generation EU*. Il faut donc examiner les racines de ces performances.

La France, elle, est contributrice nette au budget européen, contrairement à la Pologne ou à l'Irlande.

Deuxièmement, la baisse relative de notre PIB par habitant ne s'explique pas uniquement par le travail ou le social. Il faut aussi regarder du côté du capital et des stratégies industrielles. L'évasion fiscale représente, selon la Cour des comptes en 2023, entre 30 et 100 milliards d'euros par an. La taxe Zucman n'est certes plus à la mode, mais même Amélie de Montchalin reconnaît que treize mille foyers fiscaux de millionnaires ne paient pas d'impôt sur le revenu. Si nous étions plus fermes sur ces sujets, notre équilibre budgétaire serait différent. Par ailleurs, certains grands choix industriels ont été coûteux. EDF incarne à la fois un succès historique et un échec industriel : 18 milliards de pertes en 2023, une nationalisation, et 130 milliards d'euros à financer entre 2014 et 2035 pour la maintenance du parc nucléaire. Sans parler d'Alstom ou du Crédit Lyonnais. Enfin, il faut interroger le modèle libéral sous-jacent. Les pays qui ont mené des réformes structurelles profondes — retraites, réduction de la protection sociale — affichent pour 2026 des prévisions de croissance modestes : Allemagne 1 %, Italie 0,6 %, Finlande 0,9 %, seule la Suède atteint 2,6 %. Les réformes structurelles ne garantissent pas une croissance supérieure. Il faut donc cesser d'opposer travail et social comme causes uniques et admettre qu'un changement de modèle est nécessaire : ce n'est pas la croissance qui produit mécaniquement le ruissellement.

Matthias Fekl :

Sur le constat, il y a consensus. Les chiffres sont éloquents. Il existe un déclassement individuel, ressenti par une majorité de Français, un déclassement collectif visible dans les données, et un déclassement intergénérationnel, peut-être le plus grave : vivre moins bien que ses parents et anticiper que ses enfants vivront moins bien encore est destructeur pour l'espoir et la dynamique d'une société. C'est au cœur du mal français. Il y a aussi un déclassement

international, mesurable et perceptible dans la perte d'influence. La France n'est plus prise au sérieux comme elle l'était, ni en Europe ni au-delà.

Les raisons sont connues. Il y a eu de longues années de désindustrialisation, parfois théorisée : l'industrie aurait été sale, polluante, dépassée, au profit exclusif des services. Nous en revenons, au moins dans la prise de conscience. Il y a un enjeu d'innovation. Nous disposons encore d'excellents cerveaux. Dans l'IA, de nombreuses contributions sont françaises. Mais notre épargne est insuffisamment orientée vers le risque, la compétitivité, l'innovation. La profondeur de marché est trop faible. La réponse doit être européenne : donner consistance au marché européen, mobiliser l'épargne, comme le souligne le rapport Draghi, afin de retrouver une force de frappe.

L'ambition est de préserver le modèle français dans son inspiration : haut niveau de solidarité et forte compétitivité. Or la solidarité sans compétitivité ne tient pas. Un modèle social confortable exige des performances économiques.

Enfin, il faut du temps long. Cela suppose une stabilité politique, au-delà des alternances, un consensus sur quelques priorités durables, une stabilité fiscale et réglementaire pour que les acteurs économiques ne vivent pas dans l'incertitude permanente. Cela implique une politique du logement, un travail sur le pouvoir d'achat. Il faut renouer avec le long terme, ce qui, dans la configuration politique actuelle, relève presque du vœu pieux.

Jean-Louis Bourlanges :

Sur le plan économique, beaucoup a été dit. Je reste sceptique sur la mise en cause du patronat à travers l'évasion fiscale. Elle existe, mais elle n'est pas la cause profonde. Celle-ci tient surtout aux écarts de traitement fiscal et social entre la France et ses voisins. Les grandes entreprises françaises réalisent de plus en plus leurs profits hors de France parce qu'ici, cela ne passe pas. L'argent revient en partie, mais l'emploi ne suit pas.

Sur le travail, je crois que la quantité totale sur une vie compte davantage que la

durée annuelle. Sur ce point, Antoine a raison. Mais au-delà, le malaise français est plus profond. Je citerai deux exemples liés : la décentralisation et l'insuffisance technologique. Nous n'avons pas assumé la révolution technologique. Les causes majeures sont l'insuffisance quantitative et qualitative de notre offre éducative, le faible encouragement à l'innovation, l'échec de l'agenda de Lisbonne pour les Européens en général et pour nous en particulier. La productivité est le nœud du problème. Les bas salaires, souvent associés à une main-d'œuvre immigrée abondante, permettent de compenser temporairement en payant peu, mais freinent la modernisation technologique indispensable à un gain de productivité. Prenons l'agriculture. Nous avons combattu le CETA avant de nous raviser. Sur le Mercosur, l'opposition est mythologique alors même que nous prétendons contester la doctrine de Monroe et chercher des débouchés en Amérique latine. Or la dégradation de l'agriculture française tient d'abord à nos propres difficultés : au sein même de l'Union européenne, nous avons perdu du terrain face aux Allemands puis aux Italiens. Le problème est interne, mais nous refusons de le voir.

Tout cela s'inscrit dans un cadre géopolitique central. Le conditionnement international devrait orienter notre politique économique, étrangère et militaire. Or nous sommes marginalisés. Nous plaidons pour davantage d'endettement européen alors que notre situation budgétaire affaiblit notre crédibilité. Les Allemands soulignent notre incapacité à maîtriser nos dépenses. Nous défendons l'autonomie stratégique, mais nous sommes renvoyés à ce qui est perçu comme une mythologie gaulliste. Une relégation française s'organise en Europe, notamment à travers des coopérations renforcées entre Berlin et Rome. Nous sommes marginalisés, endettés, incapables de redresser nos équilibres budgétaires et de conduire une stratégie de développement cohérente. Le tableau est sévère. Plus inquiétant encore, le paysage politique actuel ne fait pas émerger clairement les forces ou les responsables capables de proposer un redressement réfléchi et organisé face aux défis qui s'accumulent.

Antoine Foucher :

Deux points. D'abord, pour prolonger l'échange avec Nicole : tout ce qui a été dit sur les limites du PIB par habitant, sur l'Irlande, le Luxembourg, l'évasion fiscale ou les réformes structurelles est juste, mais ne change pas le diagnostic en raison des ordres de grandeur. L'Irlande et le Luxembourg représentent quelques millions d'habitants sur 450 : leurs spécificités ne modifient pas la moyenne européenne. Et même en prenant l'hypothèse haute de 100 milliards d'euros d'évasion fiscale, cela représenterait 1 à 3 % de PIB supplémentaire. Nous resterions derrière l'Allemagne ou le Danemark, et continuerions à être rattrapés par la Pologne. Ces éléments comptent, mais ils ne renversent pas la tendance. L'intérêt du temps long est précisément de dépasser les alternances politiques pour observer les choix collectifs profonds d'un pays. Les gouvernements passent, les peuples restent. Sur cinquante ans, on voit se dessiner une trajectoire qui dépasse les politiques conjoncturelles.

Deuxième point : derrière les paramètres économiques, il y a une question politique et culturelle d'idéal collectif. Nous avons un idéal qui ne fonctionne plus, et nous n'en avons pas encore trouvé un autre capable de le remplacer. Cet idéal consistait à permettre au plus grand nombre de vivre le plus longtemps possible en travaillant moins, avec un niveau de vie élevé. Cela a fonctionné pendant soixante ans. C'était un idéal séduisant et tout à fait noble. Mais avec le vieillissement démographique et le rattrapage des autres pays, ce modèle n'est plus soutenable. Là où il avait permis une amélioration génération après génération, il produit désormais l'effet inverse. Si l'on veut que nos enfants vivent mieux que nous, il *faut* changer d'idéal collectif. Concrètement, cela signifie réallouer massivement des ressources publiques — de l'ordre de 250 milliards d'euros de dépenses publiques — d'une classe d'âge vers les plus jeunes. C'est la raison pour laquelle nous ne parvenons pas encore à opérer ce basculement.